

Nous essayons de créer des emplois, comme nous le faisons dans l'ensemble du pays. Pour l'ensemble du pays le taux de chômage est de 7,6 p. 100; reprenez ce chiffre, monsieur le Président. Quand j'examine la répartition régionale c'est encore plus encourageant. On constate une réduction très réelle du chômage dans toutes les régions du pays. Voilà ce que nous essayons de réussir par notre action de développement économique.

Pour ce qui concerne la deuxième partie de la question du député, qui porte sur la présidence de Devco, nous suivons la procédure normale prévue pour le remplacement des dirigeants de sociétés, faute de quoi on nous accuserait de favoritisme et que sais-je encore. L'opposition nous lancerait des épithètes pour freiner notre action. Nous sommes passés par le conseil d'administration pour constituer un comité de sélection. Ce comité a suivi la procédure normale, qui consiste à faire examiner les candidatures éventuelles de plusieurs personnes par une entreprise indépendante de l'extérieur. Le gouvernement a reçu des recommandations et nous serons en mesure d'agir très rapidement à ce sujet.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Russell MacLellan (Cape Breton—The Sydneys): Monsieur le Président, le ministre cite des chiffres sur le chômage. Dans la région du Cap-Breton, le chômage est plus élevé que lorsque le gouvernement a pris le pouvoir.

M. Valcourt: C'est faux!

M. MacLellan: Non, ce n'est pas faux, c'est la vérité.

Des voix: Ce n'est pas vrai.

M. MacLellan: Les misérables excuses qu'invoque le ministre pour n'avoir pas nommé de président dépassent les bornes. Le gouvernement et le ministre...

Des voix: La question.

M. le Président: Vu l'heure, je demanderais au député de poser sa question.

M. MacLellan: Le gouvernement a eu le temps d'avoir des entrevues avec tout le monde pour cet emploi. Pourquoi n'y a-t-il toujours pas de président de la Société de développement du Cap-Breton? Les habitants de la région ne sont plus prêts à accepter de mauvaises excuses.

L'hon. Robert de Cotret (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je dirais tout d'abord que les remarques préliminaires de la question du député sont totalement fausses.

Je vais donner quelques faits qui pourraient intéresser mon collègue. Voici les emplois créés... à Terre-Neuve, 18 000; à l'Île-du-Prince-Édouard, 7 000; en Nouvelle-Écosse, 32 000; au Nouveau-Brunswick, 37 000; au Québec, 307 000; en Ontario, 588 000; au Manitoba, 33 000; en Saskatchewan, 13 000; en Alberta, 92 000 et en Colombie-Britannique, 129 000.

Questions orales

Voilà de la bonne gestion. Voilà ce que nous faisons pour l'économie. Voilà ce que nous faisons pour Devco. Le parti du député retarde une mesure législative qui aiderait la région atlantique et celle du Cap-Breton à sortir de la situation dans laquelle elles ont été pendant des années sous les précédents gouvernements.

M. le Président: Le député d'Ottawa-Centre a la parole. Ce sera la dernière question de la période des questions.

* * *

[Français]

LA FONCTION PUBLIQUE

L'ÉGALITÉ EN EMPLOI—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor). Est-ce que le gouvernement est satisfait du rapport de la Commission de la Fonction publique de la semaine passée, qui décrit que des femmes à la Fonction publique ont gagné environ 27 800 \$ comparativement à 37 000 \$ en moyenne pour les hommes travaillant à la Fonction publique et que la différence entre hommes et femmes à la Fonction publique a augmenté de 9 000 \$ jusqu'à 9 300 \$ entre 1986 et 1987 quand les conservateurs étaient au pouvoir? Comment le gouvernement a-t-il rompu ses promesses électorales afin d'assurer une plus grande égalité pour les femmes à la Fonction publique? Et quelles étapes concrètes le gouvernement franchira-t-il pour assurer que l'égalité sera accordée pour les femmes à l'avenir?

[Traduction]

L'hon. Doug Lewis (ministre d'État et ministre d'État (Conseil du Trésor)): Monsieur le Président, je tiens à signaler à mon collègue qu'il existait déjà des programmes d'équité en matière d'emploi avant notre arrivée au pouvoir. Nous avons examiné la situation, et nous nous sommes mis à fixer des objectifs.

Si dans certains secteurs, nous n'atteignons pas tous les objectifs souhaités, je garantis à mon collègue que nous avons fixé certains objectifs pour les femmes par catégorie professionnelle et que nous les atteignons presque dans tous les secteurs de la fonction publique.

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. Mike Cassidy (Ottawa-Centre): Monsieur le Président, le ministre veut-il dire que nous atteignons pratiquement les objectifs mais que par conséquent l'écart salarial entre les hommes et les femmes restera d'environ 9 000 \$ par an et que le gouvernement du Canada tolère cette situation pour ses employés?

Le ministre sait-il que la loi fédérale exige une rémunération égale pour un travail de valeur équivalente depuis dix ans? Quand le gouvernement actuel compte-t-il atteindre ce genre d'égalité dans la fonction publique?